

ALEXANDRA KOLLONTAÏ

L'OUVRIÈRE ET LA PAYSANNE

dans la République Soviétique



PARIS
LIBRAIRIE de "L'HUMANITÉ"
142, rue Montmartre, 142

1921

Prix : 0 fr. 60

A LA MEME LIBRAIRIE

LEZARD - L'OUVRIERE ET LA PAYSANNE

L'OUVRIÈRE ET LA PAYSANNE

dans la République Soviétique

L'Ouvrière et la Paysanne

DANS LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE

□ □ □ □

Dans la république soviétiste, il n'existe pas de mouvement d'ouvrières « indépendant » du mouvement commun de tout le prolétariat. La lutte pour la dictature et sa consolidation, de même que tout le travail pour l'édification d'une nouvelle société basée sur le principe du travail, sont menés dans la république soviétiste par le prolétariat unifié et inséparable des deux sexes.

Mais pour assurer cette union, cette communauté dans le travail et dans la lutte, le parti communiste s'est vu dans la nécessité d'ajouter au nombre de ses autres tâches une tâche toute spéciale : celle de faire participer les femmes à l'édification d'un avenir nouveau ainsi qu'à la défense consciente de la première république du travail contre ses ennemis intérieurs et extérieurs.

Le parti bolchevik eut conscience de cette tâche dès l'aube de la révolution, c'est-à-dire au printemps de 1917, quand le Comité central du parti fonda le journal *L'Ouvrière*, qui servit non seulement de centre d'agitation parmi les femmes prolétaires, mais aussi de centre d'organisation des forces ouvrières féminines autour du drapeau bolchevik.

A l'époque de l'épanouissement du chauvinisme bourgeois et du « kérenkisme », alors que les fleurs malfaisantes de la réaction n'avaient pas eu encore le temps de se faner, la rédaction de *L'Ouvrière*, en juin 1917, en réponse à l'appel de Kerensky en faveur de l'offensive, organisa un meeting international grandiose, appelant à la lutte contre la boucherie criminelle et à la solidarité mondiale des ouvriers contre leurs ennemis communs, les capitalistes et leurs fidèles serviteurs opportunistes. Ce fut le premier meeting international tenu au grand jour en Russie.

Au moment le plus aigu de la lutte du prolétariat pour la prise du pouvoir par les soviets, en automne 1917, sous la menace d'offensive du général Kornilof, l'avant-garde la plus consciente des ouvrières marcha avec les bolcheviks et prit une part active à la guerre civile qui venait d'éclater. Mais la grande masse des ouvrières et des paysannes se tenait à l'écart du mouvement, supportant passivement le joug toujours croissant du chaos économique, les malheurs et les souffrances inévitables au moment du heurt de deux régimes sociaux.

La grande révolution d'octobre, le passage du pouvoir aux mains du prolétariat ont assuré en Russie l'égalité politique et civile complète à la femme. Une ère nouvelle s'ouvrait devant l'ouvrière et la paysanne. On avait mis fin à son état d'inégalité séculaire. Dorénavant, la femme devenait l'égale de l'homme dans tous les domaines de la vie étatique et du travail. Le parti communiste se hâta, dès les premiers jours de la révolution d'octobre, d'utiliser les forces des femmes communistes et des ouvrières sympathisant au pouvoir soviétique. Des femmes étaient nommées commissaires; des postes responsables leur étaient confiés, y compris celui de commissaire du peuple; on leur donnait du travail dans tous les domaines de l'appareil soviétique naissant.

Néanmoins, la masse des ouvrières, et d'autant plus celle des paysannes, dans la première période de la révolution, non seulement se tenaient à l'écart de la révolution, mais considéraient même d'un œil hostile le pouvoir soviétique, incapable encore de comprendre que c'était là le seul pouvoir porteur de l'affranchissement réel de la femme.

En réponse à la tentative du commissaire du peuple à la prévoyance sociale de prendre, en janvier 1918, le vaste monastère d'Alexandre-Nievsky, insuffisamment peuplé, pour en faire une maison commune pour les invalides, les femmes organisèrent avec les popes un cortège de protestation qui défila dans les rues de Petrograd avec des icones et des chants d'église. Le mécontentement et l'agitation, dans les couches arri-

rées, trouvaient leur siège particulièrement parmi les femmes; les conversations les plus contre-révolutionnaires, pleines de récriminations et du mécontentement aveugle provoqués par les innovations du pouvoir soviétique, pouvaient s'entendre parmi la foule des femmes faisant queue près des magasins soviétiques; épuisées qu'elles étaient par quatre ans de guerre, par la cherté toujours grandissante de la vie et par l'organisation incomplète de l'appareil économique de la république soviétique. Cet état de mécontentement borné et d'irritation dans lequel se trouvaient alors les femmes faisait d'elles un appui sûr des gardes blancs et de la contre-révolution.

Les portes du parti communiste étaient ouvertes toutes grandes devant les femmes de la classe laborieuse; la loi leur donnait la possibilité complète de participer aux travaux des soviets et, par eux, de modifier, d'améliorer les conditions de leur vie matérielle; mais au lieu de cela, les masses des ouvrières et des paysannes se détournaient, effrayées, des femmes communistes et du pouvoir des soviets, ne voyant en elles que des perturbatrices de l'ordre habituel et des traditions, des hérétiques qui avaient séparé l'Eglise de l'Etat, des êtres sans cœur qui cherchaient à arracher aux mères leurs enfants pour les faire élever par l'Etat.

La faim et les privations s'accroissaient et nourrissaient encore le mécontentement sourd des femmes qui soufflaient à leur entourage des pensées hostiles au communisme.

Après la tentative de la contre-révolution pour renverser les bolcheviks et en finir avec le pouvoir des soviets, à l'aide des Tchéco-Slovaques, en automne 1918, le parti reconnut l'urgence de la question de la participation en masse des ouvrières à l'édification du régime soviétique et de la nécessité du développement de leur conscience de classe. Les femmes, restées à l'écart du mouvement pour la consolidation des soviets, devenaient déjà un facteur actif au profit de la contre-révolution. Dans l'intérêt du communisme, il fallait conquérir les ouvrières, en faire les

défenseurs du pouvoir soviétique. La propagande générale et l'agitation pour les idées du communisme et du pouvoir soviétique se trouvèrent être insuffisantes à obtenir la participation des femmes dans le mouvement. Il fallait trouver un moyen tout particulier de rapprochement avec l'ouvrière et la paysanne la plus pauvre, afin d'élaborer des méthodes spéciales de travail parmi les femmes pour les obliger à comprendre où est leur place dans la société et quel est le pouvoir qui garantit le mieux leurs intérêts : la dictature du prolétariat ou le retour de la bourgeoisie au pouvoir.

Sur l'initiative du groupe des femmes communistes de Moscou et avec l'appui total du Comité central du parti communiste fut organisé, au mois de novembre 1918, à Moscou, le premier congrès panrusse des ouvrières et des paysannes. Plus de mille déléguées élues dans les assemblées d'ouvrières et de paysannes y assistèrent. Ce congrès eut non seulement une importance capitale comme propagande, mais il posa les bases de l'organisation dans le parti communiste d'un appareil spécial auprès du Comité central chargé de la direction du travail parmi les femmes dans toute la Russie. La formation d'un appareil spécial au sein du parti, ayant pour but la participation des masses féminines à l'édification de la république du travail et à la lutte pour le communisme fut ainsi officiellement reconnue par le parti.

Au début, ce furent les « commissions pour l'agitation et la propagande parmi les ouvrières », organisées auprès des comités de parti, qui se chargèrent de ce travail. Le mot d'ordre de ces commissions était : *L'agitation, non seulement par la parole, mais par l'action*, ce qui signifiait la formation de communistes conscientes et actives par la participation des ouvrières et des paysannes au travail vivant et actif des soviets. Dans ce but, les commissions des ouvrières créèrent un appareil spécial de liaison du parti avec les larges masses arriérées des travailleuses, c'est-à-dire les assemblées des déléguées. Chaque entreprise, chaque atelier comptant cinquante ouvrières

déléguée sa représentante à l'assemblée des déléguées ouvrières. Les déléguées sont élues pour trois mois. Elles ont l'obligation de fréquenter chaque semaine les assemblées de déléguées où on les met au courant des événements politiques courants, du travail dans les différents domaines de l'édification de l'Etat soviétique, particulièrement dans ceux concernant l'éducation sociale, l'alimentation sociale, la protection de la maternité et autre domaine du travail soviétique contribuant directement à l'affranchissement économique des travailleurs. Non seulement les déléguées fréquentent les assemblées, mais on répartit leurs forces pour l'accomplissement d'une série de travaux pratiques, tant dans les entreprises (en qualité de membres des commissions pour l'accomplissement du travail, pour l'amélioration des conditions matérielles, pour la protection de la maternité, etc.) que pour l'inspection des institutions soviétiques et pour l'étude des méthodes et du système du travail dans les différents domaines de l'appareil soviétique, ainsi que pour la participation aux campagnes diverses entreprises par le parti ou les organes soviétiques. Au fur et à mesure que le travail du parti, parmi les femmes, augmentait, il y avait nécessité d'ordonner le travail, de l'approfondir et d'en créer l'harmonie. En automne 1919, le parti réorganisa ses commissions d'ouvrières et les transforma *en sections pour le travail parmi les femmes*. Ces sections existent jusqu'aujourd'hui auprès de chaque comité local du parti, en commençant par le Comité central et en finissant par les comités de villes, de rayons et de districts.

L'action des sections des ouvrières ne se limite pas à attirer les ouvrières et les paysannes dans le parti et dans les organes de l'édification soviétique, formant ainsi d'actives communistes; mais, de plus, ces sections apportent leur initiative dans l'édification du régime soviétique en posant devant le parti et les organes soviétiques les problèmes concernant la question de l'affranchissement total et pratique de la femme. C'est ainsi que sur l'initiative des sections fut adoptée la loi sur l'impunité de l'avortement; le huitième con-

grès des soviets décida la participation active des ouvrières à la reconstruction de la vie économique du pays, à l'organisation de la production par leur participation aux travaux de tous les organes directeurs de l'économie populaire; sur l'initiative des sections s'est formée une commission composée des représentants des commissariats compétents pour la lutte contre la prostitution et furent créées des commissions qui ont pour but de seconder l'organe de la protection de la maternité et de l'enfance; furent acceptées également, à l'occasion de l'élaboration de la loi sur le travail obligatoire (avril 1920), une série de points concernant la protection des forces, de la santé et des intérêts de la femme-mère. Enfin, au mois d'avril de cette année, sur la proposition des sections féminines, par l'intermédiaire du Conseil des commissaires du peuple, a été promulguée une loi sur les stagiaires, c'est-à-dire une loi décrétant la participation d'ouvrières et de paysannes aux travaux des différentes sections des comités exécutifs des soviets et de leurs institutions pour deux mois, dans le but de donner plus de vie à l'appareil soviétique, de le libérer de ses éléments bureaucratiques et de faire ainsi par la pratique de bons travailleurs soviétiques de ces ouvrières.

Depuis deux ans et demi qu'existe dans le parti cet appareil spécial pour le travail parmi les femmes, les résultats acquis dans le domaine de la participation des ouvrières et des paysannes à l'édification de la république du travail et de leur adhésion au parti sont immenses. L'attitude de méfiance ou de passivité des grandes masses féminines à l'égard de la révolution et du pouvoir soviétique ne se rencontre plus guère que dans les villages éloignés où l'activité des sections féminines n'a pu encore se dérouler.

Dans le parti, on compte de neuf à dix pour cent de femmes. D'après les dernières données (février et mars), dans douze gouvernements on compte 6.423 femmes communistes.

Le nombre des déléguées dans ces gouvernements atteint celui de 12.910. D'après le compte le plus mo-

deste, le nombre des déléguées liées aux sections des ouvrières et se trouvant de cette façon sous l'influence des femmes communistes s'élève à 70.000. Ces 70.000 déléguées d'ouvrières, de ménagères de paysannes (élues par village), représentent plus de trois millions de femmes liées au parti. Par leurs déléguées, ces masses se trouvent participer d'une façon ou d'une autre au travail pratique de l'édification soviétique, soit dans le domaine de l'organisation de la production, soit dans la défense du pays, soit dans le domaine de l'organisation des conditions de la vie quotidienne sur les nouvelles bases du communisme. Ainsi, par exemple, dans douze gouvernements dont les données sont les plus récentes, 6.930 ouvrières ont participé aux « soubotniks », 2.975 ouvrières et paysannes ont travaillé dans les institutions soviétiques. De la sorte, le parti, faisant participer des centaines de mille d'ouvrières et paysannes « sans parti » au travail de réorganisation de la vie économique, au secours apporté aux soldats de l'armée rouge, à l'économie rurale, à la protection de l'enfance (semaine pour l'enfant), à la lutte contre la crise du combustible, contre la désorganisation des transports, etc., prépare non seulement de nouveaux et frais travailleurs pour le régime soviétique, mais aussi de nouveaux défenseurs conscients de la république du travail et du communisme. Aujourd'hui déjà, les larges masses des ouvrières ont cessé d'être le rempart de la contre-révolution. Deux ans et demi de travail parmi les femmes ont non seulement permis d'éveiller la conscience politique des ouvrières, mais aussi de les habituer à participer d'une façon active à l'édification de la société nouvelle.

Dès les premiers jours de la révolution, les femmes étaient élues dans les soviets. Mais ces élections avaient un caractère de hasard et d'exception. Les forces féminines étaient plus volontiers employées pour le travail d'exécution, et ce n'était que dans des cas exceptionnels qu'elles occupaient des postes directeurs et administratifs. Aujourd'hui encore, les ouvrières et les paysannes membres des soviets ne for-

ment pas une masse importante. Par exemple, dans les douze gouvernements mentionnés plus haut, on compte 635 membres des soviets, c'est-à-dire 52 membres par gouvernement, et ce qu'il y a de caractéristique, c'est que dans les soviets de district on compte 574 femmes, tandis que dans ceux de gouvernement on n'en compte que 7. Le soviet du gouvernement de Moscou, qui comprend de 1.000 à 1.500 membres, a 98 femmes. Le soviet de Petrograd en compte 250, celui de Samara 30, de Karkof 40, d'Odessa 10. Par contre, le nombre des ouvrières envoyées pour travailler dans les institutions soviétiques grandit rapidement et sans interruption. Dans dix gouvernements industriels, on compte 3.344 ouvrières chargées de l'un ou l'autre travail responsable dans les organes soviétiques. Sur le nombre de 704 déléguées des ouvrières dirigées en qualité de stagiaires dans les institutions soviétiques du gouvernement de Moscou durant l'année 1920, 41 ouvrières occupent déjà des postes de chefs suppléantes de section. Au moment présent, on compte à Moscou 519 ouvrières envoyées par les sections féminines en qualité de stagiaires dans les différentes institutions soviétiques. A Petrograd, on compte 733 ouvrières remplissant un travail permanent et 4.660 un travail temporaire dans les institutions soviétiques. Le gouvernement de Kouloug compte 103 ouvrières stagiaires, celui de Briansk 26; dans le gouvernement de Simbirsk, on en compte 23.

C'est au travail de contrôle, à l'inspection des institutions soviétiques et, en premier lieu, dans les cuisines populaires, les hôpitaux et toutes les institutions d'enfant du réseau de la section de l'éducation sociale que les ouvrières ont pris une part active et importante durant ces années. Toute une série d'abus résultant de la mauvaise organisation, du manque de savoir-faire et parfois de la mauvaise volonté dans l'accomplissement du travail par les représentants des éléments petit-bourgeois qui emplissent les institutions soviétiques, fut découverte grâce à l'œil vigilant des ouvrières conscientes. 3.450 déléguées des ouvrières,

dans douze gouvernements, ont pris part, l'année dernière, aux travaux des commissions d'inspection. A Petrograd, près de 500 déléguées prirent part à la révision des hôpitaux militaires temporaires. D'après les données concernant la dernière période du travail de l'inspection ouvrière et paysanne, *vingt-cinq mille ouvrières et paysannes* ont pris une part active à toutes les révisions et larges inspections de toute la Russie. Lorsque les nécessités actuelles posèrent la question de secours aux soldats rouges devant la république du travail, les ouvrières de Moscou, dirigées par les sections féminines, organisèrent des groupes de 20 à 50 déléguées qui visitaient quotidiennement les hôpitaux, les inspectaient, portaient à la connaissance des institutions compétentes les défauts d'organisation et organisaient des « soubotniks » pour le nettoyage de ces hôpitaux et le raccommodage du linge des blessés. Lorsque les sanitaires faisaient défaut, les déléguées aidaient à porter les malades et les blessés, organisaient des causeries avec eux, leur lisaient les journaux, écrivaient leurs lettres, etc. Avec l'appui du commissariat de l'hygiène, les déléguées jouèrent un rôle important dans l'amélioration des hôpitaux de Moscou.

Dans le domaine de la participation des femmes à l'œuvre militaire, la république soviétique du travail s'est engagée dans une toute nouvelle voie. La bourgeoisie parlait toujours de ce point de vue que la femme était et devait rester la gardienne du foyer domestique pendant que l'homme était prédestiné par la nature elle-même à défendre ce foyer ou, en élargissant cette notion : la patrie, l'Etat. L'action guerrière suivant la conception bourgeoise est « l'affaire de l'homme ». L'idée de faire entrer la femme dans l'armée paraissait monstrueuse à la société bourgeoise. Par cet acte, elle aurait ébranlé la « stabilité de la famille », cette institution indispensable de la propriété privée et des gouvernements capitalistes.

L'utilisation des forces féminines dans le courant de la dernière guerre impérialiste, particulièrement en Amérique, n'était pas autant une mesure pratique de

l'Etat qu'un moyen spécial d'agitation patriotique. C'est tout à fait différemment qu'est considérée par l'Etat ouvrier la question des femmes dans l'armée et l'utilisation de leurs forces pour la défense de la république du travail.

Dans la période de transition que nous traversons, le devoir de chaque citoyen de la république du travail concernant le travail obligatoire et la défense du pays sont étroitement et inséparablement liés. Le grand changement survenu en octobre 1917 dans l'organisation de la production et dans le système de l'économie sociale de Russie eut une répercussion radicale sur la destinée de la femme et son rôle dans l'Etat. L'Etat communiste, où toutes les forces effectives des citoyens adultes sont escomptées afin de les utiliser le plus rationnellement possible, de développer avec succès toutes les forces productives du pays, ne peut plus se passer du concours de la femme. Mais de même que le système fondamental de l'économie exige, dans l'intérêt de la classe ouvrière, la plus grande participation de la femme, de même la défense contre le règne de la bourgeoisie exige l'utilisation des ouvrières et des paysannes pour la réalisation des buts de l'armée et de la flotte. La participation des ouvrières et des paysannes à l'œuvre militaire n'est point dictée par des considérations politiques temporaires, comme ce fut le cas pour les gouvernements bourgeois pendant la guerre impérialiste, mais par les problèmes de la classe ouvrière posée par la vie elle-même. Plus les cercles de la population concentrés pour l'œuvre militaire seront grands, plus l'armée ouvrière et paysanne aura des chances de succès dans la défense de sa révolution. L'armée rouge a besoin de la participation active des ouvrières et des paysannes. Les forces féminines doivent être utilisées pour la garantie de la victoire sur le front, de même que cette victoire est indispensable pour l'affranchissement total de la femme ainsi que pour lui assurer les droits qu'elle s'est conquis par la révolution d'octobre. C'est pourquoi la participation des ouvrières et des paysannes dans l'armée soviétique de

classe ne doit pas être seulement appréciée au point de vue de l'aide pratique que les femmes ont déjà rendue à l'armée et au front, mais suivant le changement qu'entraîne inévitablement la question de la participation de la femme à l'œuvre militaire. Si la révolution d'octobre a posé les bases de la suppression de l'inégalité passée entre les sexes, la participation active des femmes sur les principaux fronts communs : le front du travail, le front rouge, anéantit les derniers préjugés qui entretenaient cette inégalité. A partir du moment où la femme est appelée dans l'armée, l'opinion de ce qu'elle est dans la société se forme définitivement comme étant celle d'un membre de l'Etat du travail égal à l'homme en droit et en valeur. L'idée que la femme est un complément de l'homme passe dans le domaine de l'histoire et est renvoyée au passé avec le principe aboli de la propriété privée et celui du règne de la bourgeoisie. La participation des ouvrières et des paysannes à la guerre civile remonte au moment des premières barricades de 1917. Aussi rapidement que dans les quartiers ouvriers s'organisa la garde rouge, aussi rapidement se formèrent auprès d'elle des détachements auxiliaires d'infirmières, de sœurs rouges, simplement des groupes d'ouvrières et de paysannes volontaires remplissant un service quelconque pendant et après les jours d'octobre auprès de la garde rouge. Cependant, durant ces jours, la participation des ouvrières et des paysannes sur le front portait un caractère accidentel, non organisé et n'était point un mouvement de masse. La participation organisée des ouvrières et des paysannes à la vie militaire ne commence que vers la fin de 1918. Il est vrai que déjà, au moment de l'organisation de l'armée rouge en remplacement de la garde rouge, le pouvoir ouvrier et paysan demanda le concours simultané des ouvriers et des ouvrières. Cependant, on ne put immédiatement trouver l'utilisation pratique, rationnelle et surtout en masse des forces féminines pour le front. La participation des ouvrières dans l'armée rouge, se manifestait avant tout par l'envoi dans l'armée de tout un cadre de

femmes communistes en qualité d'agitateurs et de travailleurs politiques. Beaucoup d'entre elles périrent avec leurs camarades en défendant le pouvoir des soviets; d'autres revinrent décorées de l'ordre du « drapeau rouge ». On rencontra même quelquefois des femmes communistes parmi les membres des conseils militaires révolutionnaires. L'organisation des sections politiques de l'armée rouge a été en grande partie l'œuvre de la camarade Casparova, organisatrice de premier ordre.

Le travail accompli en qualité de sœur rouge et d'infirmière appartient au deuxième domaine de la participation des ouvrières à l'œuvre militaire. Au mois de novembre 1919 arrivent au front les premières sœurs rouges ouvrières, qui ont suivi des cours spéciaux. Une série de documents témoignent du travail plein d'abnégation et de dévouement des sœurs rouges et des ouvrières. Durant la période de deux ans, le nombre des sœurs rouges et infirmières, ouvrières ayant suivi des cours, s'élève à près de 6.000, comme en témoigne le tableau ci-dessous :

ANNÉE de sortie	NOMBRE de Sœurs rouges pour toute la Russie	POUR MOSCOU	NOMBRE d'Infirmières pour toute la Russie	POUR MOSCOU
1919	1.264	280	1.005	440
1920	2.442	—	1.493	447
	3.706	280	2.198	887

Les ouvrières et les paysannes travaillant en qualité de sœurs rouges et d'infirmières surent apporter beaucoup d'enthousiasme et de courage dans leur tâche. La sœur rouge considère le soldat rouge blessé comme son camarade, son frère; elle n'a pas pour lui cette condescendance douceuse des infirmières bourgeoises pour le « glorieux poilu ». Dans l'œuvre d'organisation de secours sanitaire à l'armée, un champ vaste, nécessaire et important, d'action est ouvert devant l'ouvrière et la paysanne, surtout dans un

moment de lutte aiguë comme celui que traverse actuellement la Russie soviétique.

La participation des femmes à la défense de la république soviétique ne se limite pas seulement à l'organisation du secours sanitaire. Il suffit de se souvenir des moments aigus de la lutte menaçant toutes les conquêtes de notre révolution pour comprendre le rôle immense et important qu'ont joué les ouvrières et les paysannes dans la défense de la république. Trois périodes de la guerre de classe, durant ces trois ans, sont très caractéristiques : l'offensive des blancs sur le bassin du Don et Lougansk en 1919, la menace de Denikine à Toula et Youdenich à Petrograd rouge ce même automne 1919. Lougansk ne réussit à repousser la seconde attaque de la ville rouge par les bandes blanches que grâce à la participation active et en masse des ouvriers et ouvrières dans tous les domaines de la défense. Le souvenir historique reste de la décision prise par les ouvrières de Toula au moment de l'attaque de Denikine : « Denikine n'ira à Moscou que pardessus nos cadavres », déclarèrent les ouvrières qui assuraient à ce moment différents services et accomplissaient tous les travaux possibles pour le front en commençant par creuser les tranchées et en finissant par assurer les services responsables de liaison. La gloire des ouvrières de Petrograd, qui ont repoussé l'attaque de Youdenich, est trop connue pour qu'on s'y arrête ici. Les femmes prolétaires de Petrograd ont alors donné au front non seulement 500 sœurs rouges et infirmières, mais encore mille ouvrières de Petrograd ont participé aux travaux des compagnies de mitrailleuses, de services de liaison, de sapeurs, creusant avec courage, pendant les intempéries et le froid de l'automne, des tranchées et aidant à entourer Petrograd de réseaux de fer barbelés. Les ouvrières rendirent des services inappréciables en formant des détachements de surveillance arrêtant les déserteurs du front et les poltrons.

Maintenant, quand la question de la transformation de l'armée de la république se pose et qu'il s'agit

de la formation des milices, la participation des femmes à l'œuvre militaire prend un caractère plus pratique, plus nécessaire et plus facile à réaliser. La participation des femmes dans l'armée se manifestait plus particulièrement par des travaux auxiliaires pour le front. On comptait seulement quelques femmes parmi les simples soldats rouges. Le système de la milice apporte un changement radical dans la question de la participation des ouvrières et des paysannes à l'œuvre militaire. La femme devient une force combattive escomptée par l'Etat; elle n'est pas mobilisée pour les travaux de l'arrière, mais pour faire du service dans la milice même. Sa participation devient légale, organisée, ratifiée et assurée. Au fur et à mesure que se développe l'organisation de la nouvelle armée avec l'aide de l'institution nouvelle de « l'enseignement militaire universel », les jeunes ouvrières et paysannes de 16 à 18 ans sont appelées à l'égal des jeunes gens pour la préparation de la défense de la république.

Les premières recrues de l'enseignement militaire universel se firent à Moscou, le 1^{er} juin 1920. Il y a déjà près de 1.000 ouvrières qui ont suivi l'enseignement dans les casernes, et, de plus, avant l'âge de recrutement, les adolescentes fréquentent les sections où elles reçoivent un enseignement militaire préparatoire et participent aux cours de sport. C'est non seulement à Moscou, mais dans toute la Russie que l'institution de l'enseignement militaire universel prépare les jeunes ouvrières et paysannes pour l'armée formant insensiblement un cadre de réserve indispensable maintenant pour la défense de la république contre les attaques des pillards du monde entier.

Durant ces trois années, aucune campagne de recrutement ne fut entreprise sans que les femmes y participent. Les ouvrières et les paysannes aidaient à la lutte contre les déserteurs, participaient aux quêtes à domicile d'objets nécessaires pour l'équipement de l'armée, inspectaient les hôpitaux militaires et s'occupaient elles-mêmes du sort des soldats rouges malades et blessés. L'appel du front rouge trouva un cha-

leureux écho dans le cœur des ouvrières et des paysannes. Ce sont les centres industriels qui envoyèrent le plus de femmes au front. Leur instinct de classe faisait deviner aux ouvrières le lien ininterrompu qui existait entre l'affranchissement complet de la femme et chaque victoire remportée sur le front rouge.

Au mois de mai de cette année aura lieu à Petrograd la première sortie des ouvrières qui auront terminé les cours de liaison militaire. Durant ces derniers mois, des cours de femmes téléphonistes et télégraphistes s'organisent dans toute la Russie. La dernière sortie des élèves a eu lieu à Samara et Simbirsk, en été 1920, pour former des travailleurs actifs pour le front du sud et du sud-ouest.

Les renseignements fournis par l'état-major général panrusse témoignent de l'héroïsme des ouvrières et des paysannes, de leur participation directe aux combats et de leur intrépidité sous le feu. Le nombre des femmes tuées, blessées et faites prisonnières est de 1.854. Toute une série de femmes sont décorées de l'ordre du Drapeau rouge : des sanitaires, des téléphonistes, des femmes soldats rouges de compagnies de mitrailleuses, des infirmières, des doctresses, etc., etc.

Un rôle encore important est celui qu'ont joué les ouvrières dans l'organisation de l'alimentation sociale. L'ouvrière participe à l'organisation des cuisines populaires, au contrôle de la nourriture, à la direction des cuisines et à l'organisation d'une nourriture spéciale pour les enfants. Les déléguées organisent des permanences où les mères, à tour de rôle, viennent contrôler les cuisines pour les enfants. Dans certaines localités, comme par exemple à Kiev, dans le gouvernement de Moscou, etc., les ouvrières sont les initiatrices de l'organisation de cuisines dans les fabriques et les usines. Dans les capitales de la Russie, presque toute la population est nourrie aux frais de la collectivité. Presque cinq millions de travailleurs prennent leurs repas dans des cuisines collectives, ce qui témoigne avant tout que la république du travail dans le domaine de l'affranchissement de la femme du joug du ménage a fait en trois ans de

révolution un gigantesque pas en avant comme n'eût jamais osé le faire aucun gouvernement bourgeois. 75.000 femmes sont occupées à l'alimentation sociale.

Les ouvrières participent également avec une grande activité à l'œuvre d'éducation sociale. Ce domaine de la politique du pouvoir soviétique est le plus proche et le plus accessible à la compréhension des ouvrières, même arriérées. A la tête d'un grand nombre d'institutions d'enfants, maisons d'enfants, crèches, jardins d'enfants, etc., se trouvent des ouvrières. Les déléguées secondent les organes soviétiques dans l'organisation de nouvelles institutions et dans l'amélioration de celles qui existent. Sous l'influence des femmes communistes, travaillant dans le domaine de l'éducation sociale, les anciens établissements philanthropiques pour les orphelins, pépinières d'âmes serviles et sans volonté au service de la bourgeoisie, disparaissent et les nouvelles formes de l'éducation sociale des enfants élevés maintenant dans l'atmosphère saine des maisons, jardins d'enfants et de toutes les nombreuses institutions où les ouvrières peuvent, le cœur léger, donner leurs petits, s'affermissent de plus en plus. Il est vrai que les difficultés matérielles, l'absence d'un inventaire nécessaire, de livres d'étude, de vêtements, l'irrégularité de l'approvisionnement est un immense frein pour l'organisation parfaite de l'éducation sociale. Mais la ligne politique suivie par le pouvoir soviétique est soutenue par l'énergie de nombreuses communistes et l'idée de l'éducation sociale s'infiltré de plus en plus dans la conscience des larges masses ouvrières. Toute une série de femmes communistes : les camarades Nikolaeva (ancienne ouvrière), Lilina, Elisarova, Duchene, ont apporté une grande et précieuse initiative et ont aidé à hâter ce travail difficile et responsable. L'œuvre d'organisation de l'école unique en Russie soviétique, ainsi que celle très grande de l'enseignement post-scolaire, est inséparablement liée aux noms des camarades Kroupskaïa et Menjinskaïa.

C'est non seulement dans les capitales de la Russie soviétique mais encore dans bien des villes de pro-

vince que sont organisées des écoles pour la préparation des bonnes d'enfants, d'éducatrices pré-scolaires, d'organisatrices de crèches, etc., etc. Dans toutes ces écoles, les déléguées ouvrières font des stages.

L'activité des ouvrières dans le domaine de l'éducation sociale est étroitement liée avec le travail des déléguées communistes dans l'œuvre de la protection de la maternité et de l'enfance. Sur l'initiative des sections féminines ont été créées auprès des sous-sections pour la protection de la maternité et de l'enfance, des commissions « complémentaires » qui doivent contribuer à l'exécution pratique et vaste des décrets concernant la protection de la maternité qui, pour une série de raisons techniques, particulièrement l'organisation encore imparfaite de l'économie populaire ne satisfont en réalité qu'un cercle très restreint d'ouvrières.

Les « commissions complémentaires », sous la direction des sections féminines, répandent les idées de la protection de la maternité et de l'enfance, familiarisent les ouvrières des usines avec les lois fondamentales pour la protection du travail, des femmes enceintes et des mères nourrices, participent à l'exécution de tous les décrets dans ce domaine.

Les ouvrières de l'Ukraine prennent une part très active à l'œuvre de la protection de la maternité. Dans chaque entreprise, un petit noyau s'occupant de la protection de la maternité est organisé. Les ouvrières se trouvent à la tête de nombreuses institutions : crèches, maternités, et dirigent elles-mêmes les sections locales.

La camarade Maïrova qui est à la tête de la section des ouvrières du Comité central du parti communiste ukrainien, travailleuse infatigable et pleine d'initiative, a su en un an organiser le travail qu'elle avait entrepris sous la direction de l'une des plus grandes organisatrices du travail parmi le prolétariat féminin, la camarade Concordie Samouïlova.

Dans le domaine de la protection de la maternité, la tâche à réaliser est encore grande et difficile. Pour

le moment, la protection de la maternité n'embrasse en réalité que les ouvrières des fabriques et encore dans une mesure insuffisante; la campagne est peu prévue pour les crèches d'été, mais cette tâche est posée et sera réalisée aussitôt que la Russie en aura la possibilité matérielle.

La protection de la maternité n'est pas réalisable sans une bonne organisation de la protection du travail dans les usines. Quoique la Russie soviétique, dès la révolution ait proclamé le principe : « A travail égal, salaire égal », en réalité, la majorité des ouvrières continue d'accomplir un travail moins rétribué que celui des hommes. Le travail non qualifié des femmes est la cause qui les situe dans la catégorie des ouvriers peu payés. En outre, dans le domaine de l'amélioration de l'état hygiénique et sanitaire des usines, il a été fait très peu. Les conditions du travail nuisibles à la santé produisent une impression pénible sur les ouvrières, surtout si l'on prend en considération que les décrets ne sont appliqués sur place que sous la pression des commissions pour la protection du travail. Dans ces commissions, on met des ouvrières qui sont chargées de surveiller l'application des décrets concernant la protection du travail, de donner l'impulsion nécessaire pour l'amélioration des conditions du travail (installation de lavabos, vestiaires, organisation des cuisines, etc.), et de s'occuper particulièrement, avec l'aide des commissions complémentaires du sort des ouvrières enceintes et de celles qui nourrissent.

Un très grand rôle a été joué par les ouvrières dans le domaine de la *liquidation de l'analphabétisme*. Les sections féminines du parti communiste ont su attirer à ce travail de larges couches d'ouvrières. Dans certains gouvernements, chaque entreprise a une ouvrière spécialement déléguée pour le travail de liquidation de l'analphabétisme des adultes. Les ouvrières déléguées accomplissent dans les écoles soit un travail technique ou d'enseignement ou aident à l'organisation de ces écoles.

A Ekaterinbourg, des ouvrières ont elles-mêmes

organisé le recensement des analphabétiques. La question de la liquidation de l'analphabétisme, ces dernières années, était à l'ordre du jour d'un grand nombre de conférences ouvrières.

Les ouvrières participent aussi à la jurisprudence soviétiste en qualité de *juges* et de *jurées*. C'est surtout parmi les femmes des peuples d'Orient que prend racine cette nouvelle coutume de participer aux tribunaux populaires, car ce n'est qu'en s'appuyant sur la législation soviétique qu'elles font leurs premières conquêtes dans leur affranchissement du joug des coutumes et des traditions religieuses. Parmi les femmes bachkirs, kirghiz, tartares, au Turkestan, les tribunaux constituent une des premières étapes du travail soviétiste des musulmanes qui viennent de s'éveiller et de prendre conscience de leurs droits. Le travail, parmi les femmes d'Orient, commence seulement à se dérouler en Russie soviétique. La camarade Stasova est une de celles qui a commencé ce travail. A l'heure actuelle, dans toutes les régions orientales de la république du travail et dans tous les gouvernements de la population orientale, les sections féminines fonctionnent déjà. Le 1^{er} avril 1921 a eu lieu la première assemblée délibérante panrusse des femmes orientales communistes.

Dans un but d'utilisation rationnelle des forces des ouvrières dans l'œuvre d'édification du régime soviétique, les sections féminines envoient de toute part les ouvrières suivre des cours soviétiques. Au commencement, les ouvrières suivaient particulièrement des cours de protection de la maternité, organisés par la camarade Lebedieva, chef responsable du travail pour la protection de la maternité et de l'enfance, et qui a su organiser ce travail d'une manière irréprochable. Elles suivaient aussi des cours sanitaires, des cours pour la préparation des sœurs rouges et des cours d'institutrices pour l'enseignement pré-scolaire. Mais, à l'heure actuelle, les ouvrières sont dirigées dans tous les cours soviétistes et dans ceux du Parti. Dans les cours du Parti, 10 0/0 des places vacantes effectives sont assurées aux déléguées de sections femi-

nines. Dans le courant de 1920, le nombre des ouvrières et des paysannes déléguées dans les cours par les sections féminines s'est élevé à 3.484 pour dix gouvernements. A l'Université de Sverdlof (école centrale du Parti) se fait, sur l'initiative de la section féminine centrale, un cours spécial qui doit familiariser les élèves avec les méthodes et les formes fondamentales du travail parmi le prolétariat féminin. Dans le but d'éduquer les ouvrières, les paysannes et les ménagères dans un esprit communiste, les sections féminines s'assurent non seulement un nombre de places dans les écoles et dans les cours, mais font en plus de la propagande orale des idées communistes, ainsi qu'une propagande écrite systématique au moyen d'éditions spéciales. Dans la Russie soviétique, *74 Pages de l'Ouvrière* se publient actuellement dans les journaux locaux du Parti. La section centrale publie son *Bulletin* hebdomadaire où sont insérés toutes ses instructions, ses décisions, les programmes du travail avec les déléguées, ainsi que celui des sections dans les écoles du Parti, les thèses pour les agitateurs et autre matériel de caractère instructif et directif; elle édite aussi le journal politique et directeur hebdomadaire *La Communiste*, et une feuille spéciale de matériaux destinés à être reproduits dans les *Pages* de province. Auprès de la section centrale existe un collège littéraire qui donne les indications nécessaires pour la publication des brochures, des feuilles volantes d'appel, etc., etc. Dans le courant de l'année dernière, la section centrale a édité près de vingt brochures et livres sur la protection du travail, compte rendu de la première conférence internationale des femmes communistes, une série d'appels et de feuilles volantes ayant rapport aux différentes campagnes politiques et soviétistes entreprises dans l'année.

L'éducation politique des masses par le Parti complète l'expérience soviétique des larges masses acquise par la participation vivante et directe des ouvrières, des paysannes et des ménagères à l'édification du régime soviétique. A l'heure actuelle l'éducation pra-

tique des masses dans l'esprit du communisme se porte par le Parti, ainsi que par les sections féminines, dans le domaine de l'édification de l'économie populaire et la restauration de la production.

Devant la tâche urgente de cette période de restauration de la production et de l'organisation de l'économie populaire qui s'impose à la république des soviets, la question de faire participer les ouvrières à la réalisation de ce travail, non seulement en qualité de simples ouvrières, mais en qualité d'ouvrières responsables, acquiert une importance prépondérante.

La *réalisation du travail obligatoire pour tous* en Russie soviétique a apporté dans la situation de la femme le plus grand bouleversement connu dans l'histoire de l'humanité. Le nouveau système d'organisation du travail basé, 1° sur l'escompte rigoureux et la répartition rationnelle des forces productrices et effectives de la république, y compris les femmes; 2° sur le passage de la consommation familiale et de l'économie individuelle à la consommation collective, et 3°, sur le plan unique de l'économie populaire, change radicalement la situation d'esclavage et de dépendance de la femme. La mobilisation générale pour le front du travail, sans distinction de sexe, modifie tout le tableau habituel de la vie et des rapports mutuels entre les sexes. La femme ne dépend plus comme autrefois du maître capitaliste ni du mari nourricier. Il n'y a qu'un maître auquel, dans l'intérêt de toute la classe travailleuse, doivent se soumettre également l'ouvrier et l'ouvrière: c'est la république soviétiste du travail. L'ouvrière et la paysanne acquièrent de plus en plus d'importance dans l'économie populaire qui s'organise sur des bases communistes. Au fur et à mesure que les ouvriers étaient mobilisés sur le front rouge, l'ouvrière prenait en Russie une place solide sur le front du travail et de l'économie. D'après les données de la C. G. T., qui sont loin d'être complètes, sur cinq millions et demi d'ouvriers et d'ouvrières organisés dans les syndicats dans une série de branches importantes

de la production, les femmes sont en majorité, comme l'indique le tableau suivant :

SYNDICATS	Nombre des membres	Pourcentage des femmes
De l'alimentation	230.000	
Des ouvriers de l'alimentation populaire	100.000	74,5
De l'habillement.....	140.000	74,2
Du tabac.....	30.000	73,5
De l'inspection ouvrière.....	250.000	71,4
Du personnel médical et sanitaire	300.000	62,6
Du textile.....	335.000	58,8
Travailleurs domestiques.....		53,2
Des postes et télégraphes.....	150.000	42,2
Travailleurs soviétistes.....	800.000	40,0
Des verriers et des céramistes.....	35.000	39,8
Des imprimeurs.....	60.000	39,2
Des travailleurs de l'art.....	80.000	37,3
Du papier.....	22.000	37,1
Des chimistes.....	130.000	31,0
Des ouvriers agricoles.....	200.000	25,0
Des domaines communaux.....	178.000	24,8
Des métallurgistes.....	500.000	24,7
Du transport local.....	100.000	23,3
Des cuirs et peaux.....	150.000	21,6
Des mineurs.....	275.000	18,0
Du bâtiment.....	200.000	18,0
Des travailleurs du bois.....	100.000	14,9
Des travailleurs des transports fluviaux et maritimes.....	200.000	14,5
Des cheminots.....	1.000.000	14,2

Il n'y a pas non plus un seul syndicat d'industrie (professionnel) qui ne compte des femmes parmi ses membres, il n'y a aucune branche du travail à laquelle ne participent des femmes. Cependant, quoique le travail féminin s'applique en Russie soviétique dans une très grande mesure, que le nombre des ouvrières prédomine sur celui des ouvriers dans bien des branches de l'industrie, le nombre des ouvrières dans les différents organes directeurs de la production, en commençant par les comités d'usines et des fabriques, les commissions par usines et fabriques,

et en finissant par les organes centraux qui régissent la production est encore très restreint. Ainsi, par exemple, l'assemblée plénière du soviet de Petrograd compte 135 ouvriers dont 25 ouvrières seulement; sur 194 membres de la direction du textile dans 38 gouvernements de la Russie, on ne compte que 10 ouvrières. Il n'y a que le syndicat de l'habillement qui fasse exception, où les femmes sont en majorité dans le comité directeur du syndicat. Dans les directions des usines, surtout depuis l'acceptation du système de direction personnelle, on ne rencontre presque pas de femmes, à l'exception de l'industrie de l'habillement et de certains groupes de fabriques textiles, où, parmi les membres de la direction, se trouvent des ouvrières. Au congrès des syndicats, les femmes sont en minorité; elles se rencontrent encore plus rarement dans les congrès de l'économie populaire, dans les organes centraux et leurs services.

Qu'est-ce que cela prouve et d'où vient ce phénomène? Une des raisons du peu d'activité des ouvrières dans l'œuvre de l'organisation de la production est due à ce que les sections féminines du Parti se sont depuis peu seulement donné la tâche de reporter le centre de leur travail du domaine de la mise en activité des ouvrières pour l'organisation des institutions soviétiques dans le domaine de création de l'économie populaire. Ce premier appel fut jeté en hiver seulement et pour la première fois distinctement formulé à la troisième conférence des sections féminines panrusses, en décembre 1920, et décrétée par la décision prise au huitième congrès des soviets, concernant la mise en activité des ouvrières dans tous les organes directeurs et organisateurs de l'économie populaire. Il n'y a aucun doute que, le travail des sections féminines se développant au sein des syndicats par l'utilisation de la propagande pour l'intensification de la production, non seulement dans le but du relèvement du travail, mais aussi dans celui de faire participer les ouvrières à l'égal des ouvriers à l'organisation des nouvelles formes de la production, le nombre des ouvrières, créatrices actives de l'écono-

mie populaire, commencera rapidement et irrésistiblement à augmenter, de même qu'il augmente dans les autres domaines de l'édification de la vie sur de nouvelles bases.

Avec l'aide d'organisatrices spéciales déléguées dans les syndicats pour le travail parmi les femmes, au moyen de conférences de propagande pour l'intensification de la production et grâce à des moyens habiles pour faire participer les ouvrières à l'activité vivante des syndicats pour l'amélioration des conditions matérielles de la vie et pour celles du travail des ouvrières et des ouvriers dans les usines, on peut pleinement espérer qu'on réussira à faire de cette armée de deux millions d'ouvrières des constructeurs persévérants et conscients des nouvelles formes de la production.

Sans le concours des ouvrières et des paysannes, la victoire sur le front du travail est irréalisable. Mais l'affranchissement complet et réel de 70 millions de femmes de la république du travail n'est pas possible sans l'application et la réalisation des bases d'un système communiste d'économie, sans une transformation de la vie matérielle sur de nouvelles bases.

Le grand bouleversement apporté par la révolution ouvrière en Russie dans les cœurs et les esprits des prolétaires des deux sexes facilite la tâche entreprise pour faire participer les grandes masses des ouvrières et des paysannes à tous les domaines de la vie économique et politique. Tous les efforts que demande la guerre civile prolongée ont trempé la volonté des prolétaires des deux sexes et leur ont appris à suivre le grand principe de Marx : « L'affranchissement des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Ce ne sont plus quelques-unes, mais des masses d'ouvrières qui s'associent à l'œuvre de l'édification de la république soviétiste. Pour le moment, la paysanne les suit encore avec timidité. Les femmes de la classe pauvre des villes ont pris conscience de leurs droits et ont uni leur avenir au sort du communisme. La tâche du parti est de trouver le chemin de la conscience et du cœur des paysannes.

Après la paysanne vient la dernière « esclave », la femme de l'Orient, réveillée de son esclavage séculaire. Dans toutes les provinces peuplées par les Orientaux et dans toutes les républiques orientales de la Russie soviétiste, un travail actif est mené par les sections féminines pour la concentration de toutes les forces des musulmans autour du drapeau du communisme et du pouvoir soviétique. On organise de grandes conférences, un travail intensif est mené pour la préparation du premier congrès pan-russe des femmes d'Orient, fixé au mois de juin de cette année.

On a commencé cet hiver le travail parmi les femmes occupées à un travail non manuel, comme les institutrices, les employées, le personnel médico-sanitaire, celui du service des postes et télégraphes. Jetant un regard sur le chemin parcouru pendant ces trois ans de révolution dans l'œuvre d'organisation des forces féminines autour du drapeau du communisme, on ne peut pas ne pas constater avec très grande satisfaction l'immense succès dans ce travail difficile et minutieux. Il n'y a aucun domaine de la vie soviétique dans lequel la femme travailleuse ne soit maintenant attirée. L'ouvrière ou la paysanne d'hier est aujourd'hui chef de section politique dans l'armée, commissaire des voies, elle organise l'alimentation sociale, elle est chef de section de la protection de la maternité, elle dirige une branche d'éducation spéciale, organise des izbas-bibliothèques, contrôle les produits alimentaires, s'engage dans les détachements pour la réquisition des produits alimentaires, prend part de la façon la plus active à toutes les campagnes politiques ainsi qu'à toutes les entreprises de la république dirigées contre le chaos économique, la famine et les épidémies. L'ouvrière est l'âme des Soubotniks. L'ouvrière est partout où l'appelle son devoir de citoyenne possédant tous les droits. En trois ans et demi de révolution, d'accidentel et de dispersé qu'il était, le mouvement des ouvrières est devenu quelque chose de grand, un mouvement de masse suivant un plan tracé et orga-

nisé. Il est de plus en plus évident, indiscutable que, sans la collaboration intime des femmes, le prolétariat ne saurait réaliser sa grande tâche de classe. Devant le Parti, dans son entier, se pose la question de l'utilisation vaste et rationnelle des forces féminines. Devant les sections féminines ouvrières se dresse la tâche de poser devant la société, pour être résolues, les questions qui naissent au fur et à mesure des transformations de la vie sociale, particulièrement celles qui devront porter le dernier coup à son esclavage, créé et entretenu par la famille et par les droits mourants de la société bourgeoise.

La révolution ouvrière a fait son œuvre. Toutes les vieilles disputes concernant l'inégalité sociale des femmes sont renvoyées au domaine du passé. La révolution d'octobre a posé un fondement solide à l'affranchissement total de la femme.

Cet affranchissement sera complètement résolu par la victoire du communisme mondial.

Alexandra KOLLONTAI.



Librairie de "L'HUMANITÉ"

142, Rue Montmartre, 142 -- PARIS

La LIBRAIRIE DU PARTI SOCIALISTE et de "l'Humanité" se charge de la fourniture de tous les volumes; elle procure aux mêmes conditions que les éditeurs, les ouvrages de Littérature ancienne et moderne, Sciences, Arts, Philosophie, Sociologie, Socialisme, Économie Politique, Classiques scolaires, Ouvrages de Vulgarisation et d'Utilité pratique, Ouvrages pour la jeunesse, Ouvrages étrangers, Musique, Revues et Publications périodiques.

SERVICE SPÉCIAL DE RELIURE

PRIX RÉDUITS -- CHOIX IMPORTANT

CONDITIONS SPÉCIALES

POUR GROUPES & ORGANISATIONS

.....

Adresser toute la correspondance concernant la librairie, à Henri SUCHET, Librairie de "l'Humanité", 142, rue Montmartre (Chèque Postal Paris 25-517).



"LA COOTYOGRAFIE
Société Ouvrière d'Imprimerie
11, Rue de Metz, Courbevoie.

49830

DERNIÈRES PUBLICATIONS

de la Librairie de "l'Humanité"

F. CHALLAYE. — Le Mouvement ouvrier au Japon	2.50
P. GABRIEL, avocat. — La Loi d'Amnistie mise à la portée de tous	1.25
ERMENONVILLE. — Responsabilités (Éléments pour se faire soi-même une opinion)	» 60
JEAN JAURÈS. — Bonaparte (avec une page autographe et un portrait de Jaurès) ...	1.25
G. LANSBURY. — Ce que j'ai vu en Russie ...	4.50
A. MORIZET. — Le Plan 17	4. »
P. PASCAL. — En Russie Rouge	2. »
A. RANSOME. — Six semaines en Russie Rouge	4. »
ROMAIN ROLLAND. — Les Précurseurs	4.50
H.-G. WELLS. — Cette Misère des Souliers ..	» 30
MAXIME GORKI. — Vladimir Ilitch Lénine ..	» 60
L. TROTSKI. — La Commune de Paris et la Russie des Soviets	» 50

TROIS DISCOURS PRONONCÉS AU CONGRÈS DE TOURS (1920) :

1. M. CACHIN. — Pour la Russie	» 50
2. L.-O. FROSSARD. — Pour la III^e Internationale	» 75
3. P. VAILLANT-COUTURIER. — Pour le Communisme	» 50